



A Paris
Le mercredi 12 décembre 2018

LES SATELLITES GOUVERNEMENTAUX EN ORBITE METTENT LES ACI SUR UNE VOIE INSTABLE ET DE MARCHANDISATION

Une fois de plus, derrière une pseudo impréparation se cache un plan structuré qui devrait semer le trouble dans l'IAE en général et inquiéter sérieusement les ACI.

Premier satellite, le plan « pauvreté » annoncé en grande pompe qui finit par pondre une mesure bien en deça de la parole présidentielle. Quand le Président Macron a annoncé 20000 contrats d'insertion pour l'année à venir, tout le monde a salué cette décision... PLF 2019, on passe de 20000 à 5000 ! Au lieu de donner un vrai coup de booster, c'est une accélération de mobylette sur 10 mètres qui nous est donné alors que la précarité n'est pas prête de baisser dans le pays.

Second satellite, le tout nouveau Conseil Social de l'Inclusion (oui, ce terme « inclusion » est plus politiquement correct qu'« insertion »). Ces heureux élus qui ont tous comme livre de chevet le rapport Borello (ami très proche de notre président), ont la volonté de réformer, une fois de plus (une fois de trop) nos ACI. Leur souhait ? Pousser les ACI à devenir des EI (Entreprise d'Insertion). Les effets ? Plus de production et moins d'aides aux postes.

Quel est donc le but de ce choix ? Tout simplement de baisser les aides publiques, et de nous mettre en concurrence directe avec les entreprises privées de nos différents secteurs d'activité.

Dans leurs tuyaux un « outil » permettant de connaître l'éloignement de l'emploi des salariés qui nous sont adressés. Nous sommes donc apparemment sur une logique d'aide au poste différenciée selon la personne.

Troisième satellite, le risque de suppression des abattements de cotisations patronales du fait de notre spécificité, l'insertion professionnelle.

Ce bruit, qui pour le moment ne fait que courir, rend impossible une vision à court terme de nos employeurs.

L'humain est au centre de notre activité

Nous faisons tous et toutes ce métier car nous croyons en l'autre, parce que nous donnons beaucoup de nous mais aussi parce que nous recevons également de nos salariés en parcours.

Ne laissons pas une dérive productiviste s'instaurer dans notre profession sous couvert d'économie budgétaire ou de pseudo « inclusion » devant rapprocher nos salariés plus rapidement du monde du travail.

Nous connaissons nos salariés, leurs problématiques, leurs freins...

Nous savons que pour chaque individu le temps nécessaire pour redresser la tête est différent. Alors ne cédon pas à ces sirènes technocratiques qui ne voient notre activité que sur des lignes budgétaires.

Nous refusons que les salariés en parcours soient classés en « dépenses/recettes » ; Le social n'est pas un bilan comptable.

Les ACI, leurs missions ne sont pas à vendre à la découpe, 2019 comme d'autres acteurs du lien social, nous serons mobilisés

NAO de branche – Honte à la Direction Générale du Travail, l'Etat nous empêche de faire notre travail !

Faute à cet organisme d'Etat, et malgré la relance des employeurs et des syndicats, notre accord de... 2017 n'est toujours pas étendu à 5,96€ en valeur du point. Il utilise un artifice juridique contestable pour masquer leur carence, d'autres branches subissent aussi. Le Synesi et le Synami ont décidé de reprendre les négociations de salaires en Janvier pour 2018 et 2019, ils négocieront un nouveau cout du point car ces acteurs du dialogue social ont encore et toujours la volonté de valoriser les salaires